



Les structures politiques et sociales du vote 'Non'

Daniel Boy, Jean Chiche

► To cite this version:

Daniel Boy, Jean Chiche. Les structures politiques et sociales du vote 'Non'. Les Cahiers du CEVIPOF, 2005, 42, pp.92 - 109. <hal-03471823>

HAL Id: hal-03471823

<https://sciencespo.hal.science/hal-03471823v1>

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Chapitre 5 :

Les structures politiques et sociales du vote "Non"

Le "Non" massif du 29 mai, soutenu à la fois par le Front National, les partis souverainistes, l'extrême gauche, le PC ainsi qu'une fraction du Parti socialiste, soulève nombre de questions, dont celles de sa répartition géographique, de sa structure territoriale, mais aussi des liens entretenus avec les scrutins qui se sont déroulés durant la période 1988-2004. Si cette approche permet de mettre en évidence les logiques territoriales et politiques du vote, les données socio-démographiques issues du recensement de la population de 1999 s'avèrent aussi précieuses pour comprendre la « nouvelle carte » électorale.

1. Résultats d'ensemble

Au-delà du résultat général du référendum du 29 mai, 54,7 % de "Non", une analyse plus fine permet tout d'abord de dégager trois vastes sous ensembles territoriaux : la métropole, les Départements d'Outre Mer et les Territoires d'Outre Mer (tableau 1)¹. Le vote des deux millions d'électeurs résidant dans les DOM-TOM (auquel a été ajouté celui des Français de l'étranger) a assez peu affecté le résultat global du scrutin, le vote "Non" en France métropolitaine étant de 55,1% (soit 0.4 points

¹ Auxquels a été ajouté le vote des 452 380 français de l'étranger inscrits sur les listes électorales.

d'écart). Si, dans l'ensemble des DOM, le "Non" l'a aussi emporté (51,2 %), en revanche, dans les TOM et parmi les Français de l'étranger, la réponse à la question posée au référendum est très différente puisque seuls 20,2 % des électeurs ont refusé le Traité constitutionnel. Par rapport au référendum de Maastricht de 1992, l'évolution de l'ensemble des DOM-TOM est sensible ; 31,1 % avaient alors voté "Non" contre 38,4 % 13 ans plus tard.

L'ampleur de la victoire des opposants au Traité constitutionnel est aussi éclatante à l'échelon infranational. Comme en rend compte le tableau 2, l'opposition au Traité est hégémonique à tous les échelons, du plus vaste, le département, au plus petit, la commune.

Le "Non" l'a emporté dans 82 % des communes. Le refus est aussi net, bien qu'un peu plus « modeste » dans les villes de plus grande taille, 9000 habitants et plus (67 %) laissant suggérer l'hypothèse d'un effet de la taille de la commune sur l'orientation du vote référendaire. Comme en rend compte le graphique 1, mettant en relation ces deux éléments, cette hypothèse est vérifiée puisque l'opposition au Traité constitutionnel est supérieure à 58 % dans les plus petites communes, à 55 % dans celles comprenant entre 9 000 et 1 500 habitants, et continue de décroître pour ne s'élever qu'à 44 % dans les villes les plus peuplées. L'intensité de cette relation peut aussi être mesurée en termes statistiques. Le coefficient de corrélation entre le nombre d'inscrits de la commune (que nous prenons ici pour une approximation du nombre d'habitants) et pourcentage de "Non" est négatif et s'élève à -0,36 (R de Pearson).

Tableau 1 : résultats d'ensemble

Métropole

		% inscrits	% exprimés
Inscrits	39 885 765		
Votants	28 314 486		
Exprimés	27 617 605		
Abstention	11 571 279	29,01	
Blancs	696 881	1,76	
Oui	12 414 203	31,12	44,95
Non	15 203 402	38,12	55,05

Outre mer

DOM				TOM et Français et l'étranger		
		% inscrits	% exprimés		% inscrits	% exprimés
Inscrits	1 087 699			815 738		
Votants	406 840			266 974		
Exprimés	377 001			263 172		
Abstention	680 859	62,60		548 764	67,27	
Blancs	29 839	2,74		3 802	0,47	
Oui	184 106	16,93	48,83	209 961	25,74	79,78
Non	192 895	17,73	51,17	53 211	6,52	20,22

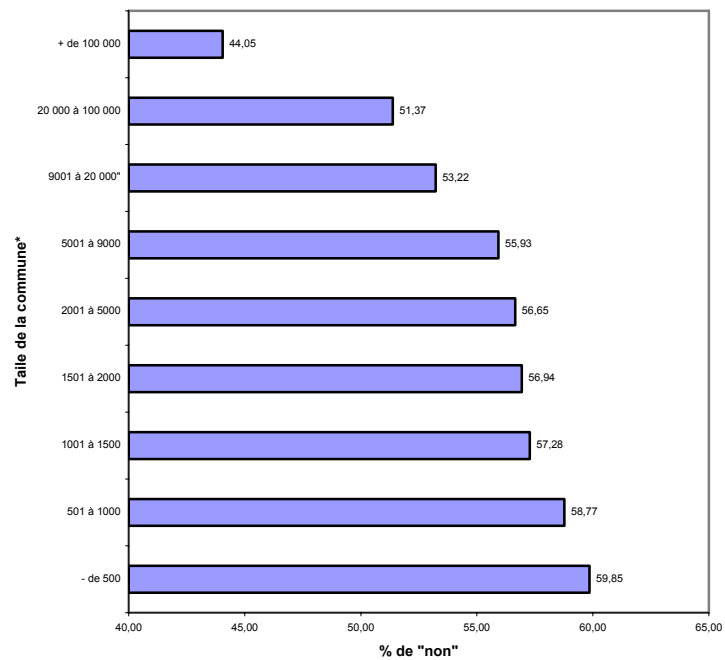
France Entière

		% inscrits	% exprimés
Inscrits	41 789 202		
Votants	28 988 300		
Exprimés	28 257 778		
Abstention	12 800 902	30,63	
Blancs	730 522	1,75	
Oui	12 808 270	30,65	45,33
Non	15 449 508	36,97	54,67

Tableau 2 : Préséance du "Non" sur "Oui" par échelons géographiques (France métropolitaine) :

	Nombre de fois ou le « Non » devance le « Oui »	%
Département	83/96	86
Circonscriptions législatives	413/555	74
Villes de 9000 habitants et +	637/949	67
Cantons	3140/3872	81
Communes	29975/36564	82

Graphique 1 : Pourcentages de "Non" selon la taille de la commune



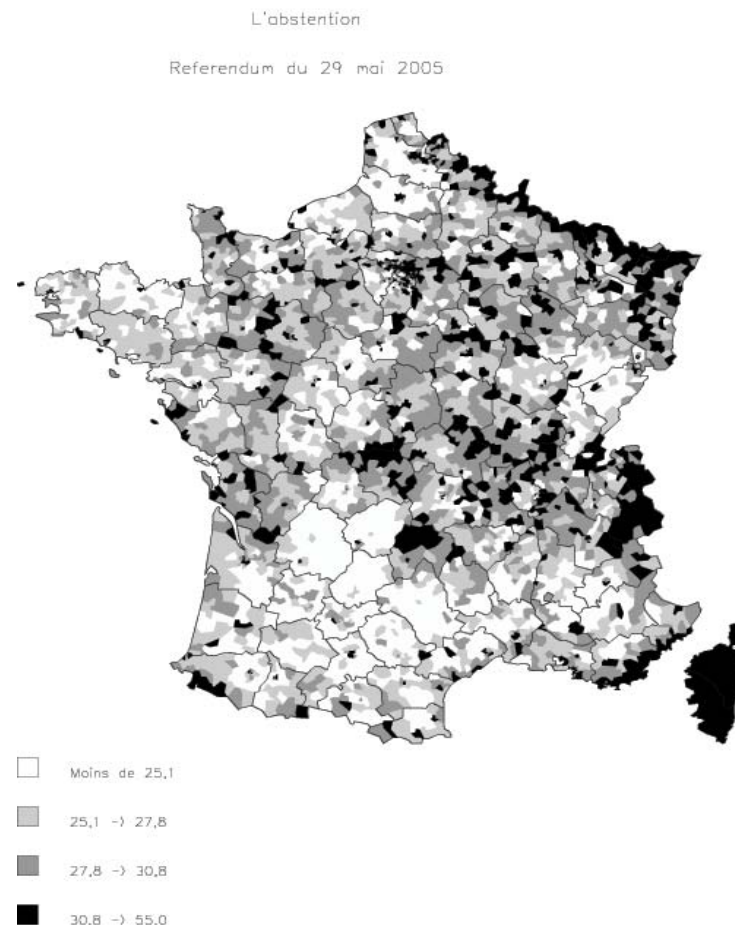
2. Géographie et logiques politiques du « Non »

La carte de l'abstention au référendum reflète les structures relativement classiques de la mobilisation électorale : un pourcentage d'abstention plus élevé dans la moitié Est de la France que dans le reste du territoire (carte 1). Toutefois, les taux d'abstention sont particulièrement élevés dans les régions frontalières notamment dans le Nord-est et sur la Côte d'Azur, soulevant l'hypothèse que dans des lieux où le passage fréquent de la frontière est une habitude de vie, le référendum du 29 mai a induit un malaise qui s'est traduit par une difficulté à faire son choix.

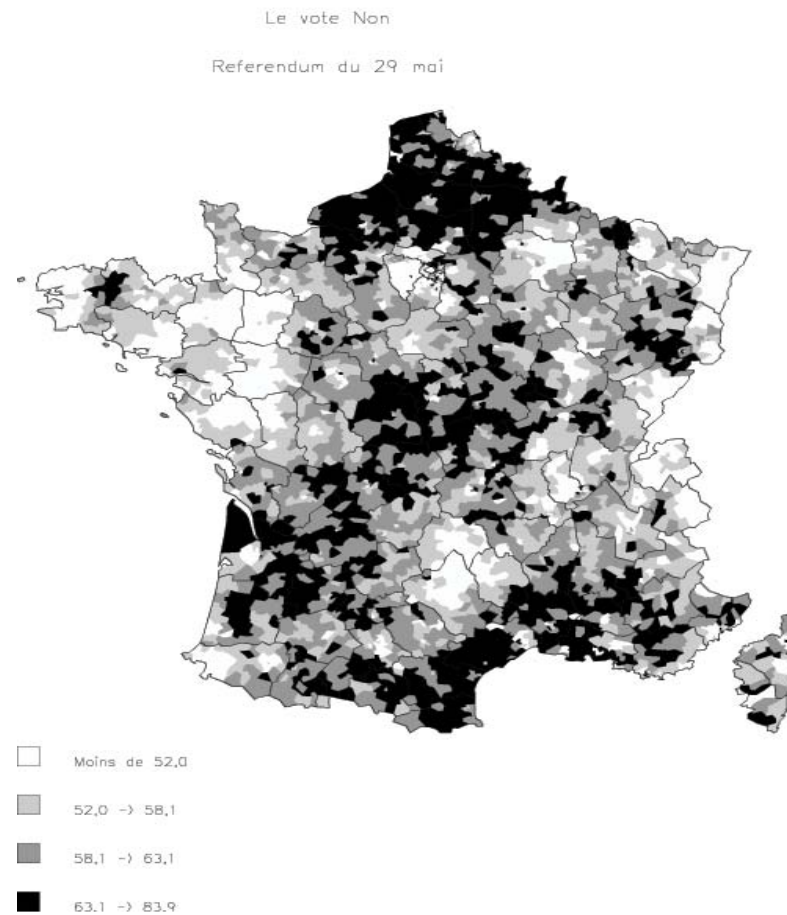
La répartition géographique des "Non" (carte 2) fait clairement apparaître deux types d'implantation :

- Des zones de forces traditionnelles du Parti communiste en particulier, le Nord-Pas-de-Calais, les Côtes d'Armor, le "Midi rouge" ;
- Les territoires d'élection des deux principaux ténors du "Non" : la Seine-Maritime pour Laurent Fabius, l'Aquitaine pour Henri Emmanuelli.

Carte 1 Pourcentage d'abstention (niveau cantonal)



Carte 2 Pourcentage de "Non" en suffrages exprimés (niveau cantonal)



Pour illustrer les cas extrêmes du refus du Traité constitutionnel, ont été recensées d'une part les 20 communes (ou arrondissements dans le cas parisien) où le "Non" est particulièrement faible (inférieur à 30 %), et, d'autre part, les 25 communes où le "Non" est très fort (supérieur à 70 %). Le premier groupe est pour l'essentiel composé d'arrondissements parisiens riches (16^{ème}, 8^{ème}, 6^{ème}) mais aussi de banlieues privilégiées : on note au premier rang Neuilly-Sur-Seine, la ville de Nicolas Sarkozy, Saint-Cloud, Le Chesnay etc. (tableau 3). Le second groupe rassemble les villes les plus "nonistes", au sein desquelles se situe celle dont Laurent Fabius est le maire adjoint, Le Grand Quevilly, puis une série de communes ouvrières du Nord ou du Pas-de-Calais, des villes de la banlieue rouge parisienne, enfin des zones de force du Front National dans le sud-est de la France (Marseille, Marignane, Vitrolles).

Tableau 3 : Les 20 communes (ou arrondissements) où le "Non" est inférieur à 30 %

NEUILLY-SUR-SEINE	17,49
PARIS 7E ARRONDISSEMENT	19,48
PARIS 16E ARRONDISSEMENT	19,97
PARIS 8E ARRONDISSEMENT	20,33
PARIS 6E ARRONDISSEMENT	20,59
SAINT-CLOUD	23,08
LE CHESNAY	26,40
GIF-SUR-YVETTE	26,59
BOULOGNE BILLANCOURT	26,63
LYON 6E ARRONDISSEMENT	26,86
PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	27,59
PARIS 3E ARRONDISSEMENT	27,62
PARIS 9E ARRONDISSEMENT	27,88
PARIS 15E ARRONDISSEMENT	27,89
PARIS 17E ARRONDISSEMENT	27,95
PARIS 5E ARRONDISSEMENT	28,38
PARIS 2E ARRONDISSEMENT	28,41
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	28,68
PARIS 4E ARRONDISSEMENT	28,71
MAISONS-LAFFITTE	29,87

Tableau 4 : Les 25 communes où le "Non" est supérieur à 70 %

LE GRAND QUEVILLY	81,25
LIEVIN	78,39
GRANDE SYNTHE	78,33
MARSEILLE 8E SECTEUR	78,13
SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY	77,82
LE PETIT QUEVILLY	76,63
HENIN-BEAUMONT	75,93
DENAIN	75,87
SAINT-POL-SUR-MER	74,83
BRUAY-LA-BUISSIERE	74,60
MIRAMAS	74,42
CALAIS	74,36
COUDEKERQUE-BRANCHE	73,63
GENNEVILLIERS	73,27
DRANCY	72,95
STAINS	72,30
BOBIGNY	72,17
MARSEILLE 7E SECTEUR	72,07
GOUSSAINVILLE	72,02
MARTIGUES	71,44
MARSEILLE 2E SECTEUR	71,04
LENS	70,98
MARIGNANE	70,49
ABBEVILLE	70,38
VITROLLES	70,24

La mise en relation du refus du Traité constitutionnel avec les résultats des différentes forces aux scrutins précédents permet d'apprécier les logiques politiques du vote "Non". De 1980 à 2005, les plus fortes

corrélations sont sans aucun doute celles liant ce vote "Non" à trois familles politiques : l'extrême gauche et le PC, la gauche socialiste et enfin l'extrême droite.

Concernant les relations entre le "Non" et le PC ainsi que l'extrême gauche, les liens sont significatifs, mais deux périodes doivent être distinguées. Première période, les scrutins de 1988 et de 1995 : alors que le score du PC est très corrélé avec le "Non" et que les liens se renforcent (0,58 et 0,62), ces liens avec l'extrême gauche, représentée par Arlette Laguiller, sont distants et continuent de s'affaiblir (0,31 et 0,19). Deuxième période, les scrutins de 2002 et de 2004 (européennes) : la présidentielle de 2002 rend compte de la modification des structures politiques puisque les relations entre le vote "Non" et le PC subsistent mais s'affaiblissent, comparées à leur niveau de la période 1988-1995 (seulement 0,50 et 0,53). Cependant, dans le même temps, celles avec l'extrême gauche s'intensifient (0,53 et 0,58). Cet "échange" correspond probablement au transfert d'une partie du vote populaire d'un PC considéré comme trop "modéré" vers une extrême gauche plus clairement protestataire.

Tableau 5 : Corrélations du "Non" avec le PC et l'extrême gauche

Lajoinie 1988	0,58
Hue 1995	0,62
Hue 2002	0,53
Européennes 2004	0,50
Laguiller 1988	0,31
Laguiller 1995	0,19
Laguiller 2002	0,53
Européennes 2004 (LO LCR)	0,58

Avec la gauche socialiste, seule l'élection présidentielle de 1988 témoigne de liens solides avec le vote "Non". La corrélation, déjà significative au 1^{er} tour (0,45), se renforce au second (0,64) où le ralliement de l'électorat PC du premier tour dessine une gauche large incluant une fraction importante des couches populaires. En revanche, la structure de l'électorat Jospin en 1995 comme en 2002 sont relativement éloignées de la structure du "Non" (0,20 et 0,13), signe que les électeurs socialistes se recrutaient davantage dans les couches moyennes, voire supérieures.

Tableau 6 : Corrélations du "Non" avec le PS

Mitterrand 1988	0,45
Mitterrand 1988 (2° Tour)	0,64
Jospin 1995	0,20
Jospin 2002	0,13
Européennes 2004	0,28

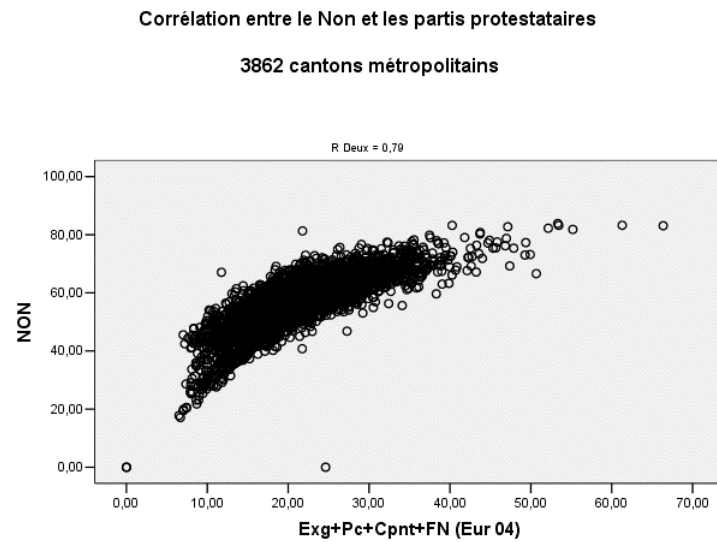
La structure du vote "Non" n'est pas sans lien avec celle du Front national. La corrélation est cependant assez modeste avec la présidentielle de 1995 (0,23) et un peu plus marquée avec celle de 2002 (0,34). Là encore, on peut faire l'hypothèse que c'est seulement à mesure qu'il se popularise que l'électorat de Jean-Marie Le Pen se trouve en cohérence avec le vote "Non". Quant au vote des Chasseurs, les coefficients de corrélation (0,35 et 0,36) traduisent à la fois la ruralité et l'opposition frontale des Chasseurs à l'Europe régulatrice.

**Tableau 7 : Corrélations du "Non" avec l'extrême droite et divers
(Chasseurs)**

Le Pen 1988	0,02
Le Pen 1995	0,23
Le Pen 2002	0,34
FN Européennes de 2004	0,45
Saint Josse 2002	0,35
CPNT 2004	0,36

Si le vote "Non" apparaît lié à des forces politiques diverses, voire opposées, leur regroupement, autrement dit l'addition des suffrages qu'elles représentent, pourrait se révéler être plus "explicative" du vote "Non" que chacune de ces forces prises séparément. Cette hypothèse est largement vérifiée puisque le vote "Non" au référendum est étroitement lié au total des pourcentages de voix recueillies aux dernières élections européennes par l'extrême gauche plus le PC plus CPNT plus le FN. A l'échelon des cantons, le coefficient est ainsi de 0,80 (voir graphique 2 le nuage de points correspondant). Ce référendum n'est donc pas sans lien avec le dernier scrutin de 2004, qui s'avère être le plus prédictif, puisqu'un modèle de régression linéaire utilisant ces forces politiques comme variables prédictives du refus du Traité explique 72% de la variance du "Non".

Graphique 2 :



3. Logiques socio-démographiques

La mise en perspective des résultats du recensement de la population avec les votes "Non", par cantons, permet d'en apprécier les logiques démographiques et sociales (tableau 8). Le vote "Non" est assez faiblement corrélé à l'âge. Avec le pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus le coefficient n'est que de 0,23. Avec les autres classes d'âge, les corrélations sont aussi peu élevées mais cette fois négatives, en particulier avec les 25-29 ans (-0,35). Le refus du Traité constitutionnel est davantage lié au pourcentage d'ouvriers (0,45), et plus encore "d'anciens ouvriers" (0,51). A l'inverse, les corrélations sont fortement négatives en présence d'ingénieurs (-0,56), de cadres du secteur public (-0,55) et de chefs d'entreprise (-0,45). Enfin le "Non" est significativement lié au pourcentage de chômeurs (0,44).

Le vote "Non" est également fonction du niveau de diplôme : le refus du Traité est ainsi positivement lié avec les faibles diplômes (0,55 avec le BEPC) et négativement corrélé avec les diplômes élevés (par exemple -0,63 avec les diplômes au-delà du second cycle universitaire). Cette règle souffre cependant une exception : là où les "sans diplôme" sont plus nombreux, la relation s'inverse (-0,33). Mais il ne faut pas oublier que la catégorie des "sans diplôme" regroupe essentiellement les générations les plus anciennes, celles qui demeurent sans doute plus attachées à l'Union Européenne, peut être en raison de leur vécu du dernier conflit mondial.

Tableau 8 Corrélations entre le vote "Non" et les données socio-démographiques au recensement de 1999 (niveau cantonal)

18-24 ans	-0,29
25-29 ans	-0,35
30-34 ans	-0,22
65 ans et +	0,23
Ingénieurs	-0,56
Cadres (public)	-0,55
Chefs d'entreprise	-0,45
Ouvriers non qualifiés	0,30
Anciens ouvriers	0,51
Ensemble des ouvriers	0,45
Chômeurs recherche emploi	0,44
Aucun diplôme	-0,33
CEP	0,55
BEPC	0,37
Bac BP	0,31
Bac +2	-0,44
Supérieur	-0,63
Etudes en cours	-0,68

L'analyse du "Non" au référendum du 29 mai permet donc de dégager quelques constats relativement robustes. Sous l'angle politique, le vote "Non" est étroitement lié à des forces politiques contestant le système : extrême gauche et PC à gauche, Front National et défenseurs de la chasse à

droite. Mais cette contestation a sans nul doute une dimension populaire, dont rendent compte les analyses statistiques. D'une part, les corrélations politiques les plus nettes sont le fait des forces politiques qui mobilisent, ou ont mobilisé, des fractions importantes des couches populaires. D'autre part, les corrélations les plus élevées entre le "Non" et les données du recensement de l'Insee s'observent dans les couches les plus populaires (ouvriers, chômeurs, faibles niveaux d'études). Mais ces facteurs n'épuisent pas l'explication politique des résultats de ce référendum puisque les particularismes régionaux ou locaux modulent l'expression politique. Ainsi, la relative faiblesse du "Non" en Bretagne (49,1 %) s'explique-t-elle vraisemblablement par la tradition démocrate chrétienne. Ce "particularisme" peut en outre ne pas être que régional ; en effet, l'impact de la pratique religieuse n'a pas été pris en compte ici, bien que l'on connaisse son importance dans la structuration des attitudes à l'égard de l'Europe depuis le référendum de Maastricht. Au rang des facteurs locaux, il faut enfin ajouter l'influence des personnalités politiques : que plus de 80 % des électeurs du Grand Quevilly se soient prononcés pour le "Non", tandis que 80 % environ des électeurs de Neuilly aient voté "Oui" s'explique évidemment plus par les « facteurs » Laurent Fabius et Nicolas Sarkozy que par des équations sociales.

Daniel Boy

Jean Chiche

CEVIPOF – Sciences Po